partie du travail que l'on appelle le *culling*. Admettons aussi qu'une telle stipulation dans un contrat est possible et légale et nous nous trouvons du coup à élaguer tous les précédents et toute la doctrine qui ont été cités de part et d'autre dans l'espèce sur cette partie de la discussion.

"Mais trouve-t-on cette clause qui serait si utile et qui serait légale, dans le contrat qui nous occupe ? Je ne le crois pas. Il est bien dit que le *culling and measuring* seront faits—"by a Government Culler appointed by "said party of the second 'part'" que la partie de seconde part s'engage à payer "according to Quebec Government method of Computation" 50 pour 100 du montant dû le vingt de chaque mois suivant l'inspection, le mesurage et l'étampage du bois, et la balance "When this contract "is fully completed and said logs are finally delivered into "water and same certified to by the culler thereof" Voilà tout. Il n'y a pas là la clause ordinaire que l'on rencontre souvent dans les contrats pour construction ou autres travaux demandant une appréciation spéciale, notamment dans le contrat qui faisait l'objet de la cause Quebec Harbor's Commissioners and Peters, que le rapport ou le certificat de la personne choisie pour recevoir et mesurer "shall be *conclusive and binding on both "parties without any appeal."*

"Cette stipulation que l'on admet comme légale, malgré qu'elle ait pour effet de soustraire pratiquement un contrat au contrôle des tribunaux, mérite au moins, ce me semble, qu'elle soit clairement exprimée pour qu'on lui donne effet et ne peut pas être déduite de l'intention présumée des parties et encore moins de l'utilité qu'elle pourrait avoir pour l'une d'elles.

"Je suis donc d'opinion que sous l'opération du marché tel que conclu entre les parties le mesurage de Learie n'enlevait pas au demandeur le droit de mesurer lui-même son travail et de prouver qu'il n'avait pas son compte